



**PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE DESCHAMBAULT-GRONDINES
COMTÉ DE PORTNEUF**

10 AOÛT 09

1.1 Ouverture de la séance

Séance ordinaire du conseil de la municipalité de Deschambault-Grondines tenue le lundi 10 août 2009, au Centre des Roches, à 20 heures 05 minutes, et à laquelle ont participé les personnes suivantes :

Monsieur le Maire : Gaston Arcand

Madame la Conseillère et Messieurs les Conseillers :

Denise Matte
Christian Denis
Mario Vézina
André Mayrand

tous membres du conseil et formant quorum sous la présidence de Monsieur le Maire.

Messieurs Gaétan Garneau et Jacques Tessier sont absents.

Madame Claire St-Arnaud, directrice générale/secrétaire-trésorière, assiste à cette séance.

285-08-09

1.2 Adoption de l'ordre du jour

Lecture : Chacun des membres du conseil ayant reçu copie de l'ordre du jour, la directrice générale est dispensée d'en faire la lecture;

Adoption : Proposé par Mario Vézina
Appuyé par Christian Denis
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE l'ordre du jour est adopté tel que modifié;

QUE ledit ordre du jour est considéré comme ouvert.

286-08-09

1.3.1 Adoption du procès-verbal de la séance du 13 juillet 2009

Lecture : Chacun des membres du conseil ayant reçu copie du procès-verbal de la séance mentionnée en titre, la directrice générale est dispensée d'en faire la lecture;

Adoption : Proposé par Christian Denis
Appuyé par Mario Vézina
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE le procès-verbal de la séance du 13 juillet 2009 est adopté tel que rédigé.

1.3.2 Suivi du procès-verbal de la séance du 13 juillet 2009

La directrice générale informe l'assemblée que l'activité dont réfère la résolution 278-07-09 – **Course de boîtes à savon – Secteur Grondines** – et prévue le 15 août, est reportée au dimanche 16 août en cas de pluie.

287-08-09

1.4 Adoption des comptes

Proposé par Denise Matte
Appuyé par Mario Vézina
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil autorise le paiement des factures apparaissant au bordereau des comptes à payer présenté à la séance du mois d'août 2009 :

176 448,02 \$ concernant les dépenses courantes;

Incluant le remboursement d'une activité de loisirs déposé en juin dernier;

QUE ce conseil approuve également la liste des paiements effectués durant le mois de juillet 2009 au montant de 204 280,11 \$.

288-08-09

2.1.1 Abrogation de l'article 4 du règlement N°97-09 – Décrétant l'imposition d'une taxe municipale aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1

ATTENDU QUE le 13 juillet dernier, ce conseil a adopté le règlement N°97-09 – Décrétant l'imposition d'une taxe municipale aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1;

ATTENDU QU'il n'est pas possible, à l'intérieur de ce règlement, d'abroger les règlements 157-97 de l'ancienne municipalité de Deschambault et 97-09-12 de l'ancienne municipalité de Grondines, compte tenu qu'il n'est pas précédé d'un avis de motion;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Denise Matte
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil abroge l'article 4 – ABROGATION – du règlement N°97-09.

2.1.2 Avis de motion – Règlement abrogeant les règlements 157-97 de l'ancienne municipalité de Deschambault et 97-09-12 de l'ancienne municipalité de Grondines – Financement d'appels d'urgence 9-1-1

Christian Denis, conseiller, donne avis qu'il y aura présentation, lors d'une séance ultérieure du conseil, d'un règlement abrogeant les règlements 157-97 de l'ancienne municipalité de Deschambault et 97-09-12 de l'ancienne municipalité de Grondines – Financement d'appels d'urgence 9-1-1.

2.2 Adhésion de la municipalité au programme de soutien aux réalisations locales – Diagnostic Résidentiel Mieux Consommer / Hydro-Québec (DRMC – HQ)

Monsieur le maire Gaston Arcand donne les grandes lignes de ce projet.

Ce point est reporté pour décision lors de la séance du 14 septembre.

289-08-09

2.3 Suivi aux résolutions 077-03-09 et 118-04-09 – Marché public de Deschambault

c.c. 132

ATTENDU QUE le conseil a adopté ses résolutions 077-03-09 et 118-04-09 par lesquelles la municipalité alloue une contribution de 500 \$ pour aider à la publicité du Marché public de Deschambault, de même que l'accès aux différents services dont l'eau et l'électricité ainsi que l'autorisation de fermeture d'une partie de la rue de l'Église et la fourniture du matériel de signalisation nécessaire sur cette route;

ATTENDU QUE le Marché public de Deschambault évalue un manque à gagner de près de 1000 \$ sans compter les imprévus et sollicite de la municipalité une aide financière supplémentaire;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Denis
Appuyé par Denise Matte
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil décide d'ajouter une contribution en autorisant une dépense supplémentaire pour un maximum de 4 parutions additionnelles dans le Courrier de Portneuf, ne devant pas excéder 500 \$/publicité;

QUE ce conseil recommande également au Marché public de Deschambault de publiciser leurs activités par le biais des journaux locaux distribués dans les municipalités de la MRC de Portneuf.

290-08-09

2.4 Réalisation complète de l'objet selon les coûts indiqués dans le règlement et appropriation d'une source de financement

c.c. 132

ATTENDU QUE la municipalité de Deschambault-Grondines a entièrement réalisé l'objet du règlement N°92-08 selon les coûts prévus initialement de 200 000 \$ mais dont l'emprunt est révisé à 100 000 \$;

ATTENDU QUE pour payer la totalité du coût des travaux, la municipalité de Deschambault-Grondines désire approprier à même le surplus accumulé de Deschambault-Grondines un montant de 196 123,61 \$;

ATTENDU QU'il existe un solde de 100 000 \$ non contracté de l'emprunt approuvé par la ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire qui ne peut être utilisé à d'autres fins;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le règlement N°92-08 pour préciser le financement de la dépense;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mario Vézina
Appuyé par Denise Matte
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE le montant de l'emprunt N°92-08 soit réduit de 100 000 \$ à 0 \$;

QUE la municipalité de Deschambault-Grondines approprie à même le surplus accumulé de Deschambault-Grondines une somme de 196 123,61 \$ pour payer la dépense prévue au règlement N°92-08;

QU'une copie certifiée conforme de la présente résolution soit transmise au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire.

291-08-09

2.5 Subvention pour l'amélioration du réseau routier local – Chemin Sir-Lomer-Gouin

c.c. 132

ATTENDU QUE dans le cadre du programme d'aide à l'amélioration du réseau routier local, la municipalité bénéficie d'une aide financière de 12 000 \$ pour la réfection du chemin Sir-Lomer-Gouin;

ATTENDU QUE des prix ont été demandés à Pavage R & R inc.;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Denise Matte
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil retient les services de Pavage R & R inc. pour la réfection du chemin Sir-Lomer-Gouin et autorise à cette fin une somme n'excédant pas 15 000 \$ taxes exclues.

2.6 Travaux de réfection – Route Delorme

Ce point est reporté à la prochaine séance du conseil municipal.

292-08-09

2.7 Empiètement d'une clôture sur un chemin public – Chemin du Faubourg

ATTENDU QU'une clôture ainsi qu'un muret installés par le propriétaire des lots 112-P et 113-P du cadastre de Grondines empiètent sur l'emprise du chemin public;

ATTENDU QU'il est avisé de procéder au déplacement de ces infrastructures;

COMPTE TENU que cette situation semble émaner d'une mauvaise interprétation;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Denise Matte
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil exige que le propriétaire déplace ses infrastructures afin qu'elles soient localisées à l'intérieur de sa limite de propriété, et ce avant le 1^{er} décembre 2009;

QUE la municipalité établisse la partie des coûts de relocalisation qu'elle est prête à assumer après avoir pris connaissance de l'estimation des coûts.

293-08-09

2.8 Réaménagement du lien routier Deschambault-Grondines/St-Casimir (route Guilbault)

ATTENDU QUE dans le cadre de l'entente N°71-303 intervenue avec le ministère des Transports, la municipalité a entrepris des travaux de réaménagement de la route Guilbault et que le coût des travaux réalisés jusqu'à maintenant est de 1 397 887,74 \$;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux sont admissibles à un remboursement en vertu du protocole;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Denise Matte
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil informe le ministère des Transports qu'il approuve des dépenses de 1 397 887,74 \$ pour les travaux exécutés sur la route Guilbault pour un montant subventionné de 1 850 000 \$ conformément aux stipulations de l'entente;

QUE les travaux exécutés en vertu des présentes ne font pas l'objet d'une autre subvention.

294-08-09

2.9 Remplacement d'appareils et achat d'équipements de communication sans fil pour les travaux publics

c.c. 132

ATTENDU QUE le 12 février 2007, le conseil a adopté sa résolution 073-02-07 par laquelle il autorise l'achat d'appareils de communication sans fil comprenant l'option 10-4, pour les travaux publics, assorti d'un contrat de trois ans se terminant le 17 février 2010;

CONSIDÉRANT :

- qu'à ce moment, l'option gratuite d'une communication d'un appareil de Bell Mobilité à un autre appareil de Bell Mobilité n'était pas en vigueur;
- que les appareils commencent à faire défaut;
- qu'il est plus long d'utiliser l'option 10-4 que de composer directement le numéro de téléphone de l'employé;
- que le changement de contrat représente une économie de 98,30 \$/mois;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Denis
Appuyé par Mario Vézina
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil autorise l'annulation du contrat actuel et la signature d'un nouveau contrat sans l'option 10-4, et autorise le remplacement d'appareils et l'achat des équipements nécessaires au coût de 430 \$ taxes exclues;

QUE ce conseil amende la résolution 073-02-07 pour tenir compte de la modification au contrat.

295-08-09

2.10 Approbation du règlement d'emprunt N°13-2009 au montant de 3 340 000 \$ de la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf

CONSIDÉRANT QUE le lieu d'enfouissement technique actuel aura atteint sa pleine capacité en avril ou en mai 2010;

CONSIDÉRANT QUE la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf est en attente du décret du gouvernement autorisant l'agrandissement du lieu d'enfouissement technique de Neuville;

CONSIDÉRANT QUE ce décret sera suivi d'un certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs autorisant les travaux de construction d'une cellule d'enfouissement;

CONSIDÉRANT QUE la Régie se doit d'être prête à exécuter lesdits travaux dès l'automne 2009 afin de ne pas être dans l'obligation d'exporter ses matières résiduelles dans un autre lieu d'enfouissement au printemps 2010;

CONSIDÉRANT QUE la réalisation desdits travaux nécessite l'adoption d'un règlement d'emprunt au montant de 3 340 000 \$ sur une période de 7 ans;

CONSIDÉRANT QUE, selon la Régie, le service de dette en regard dudit règlement d'emprunt n'aura aucun impact financier sur les quotes-parts des municipalités étant donné qu'une dépense similaire était déjà prévue au budget 2009 pour payer l'ancienne cellule d'enfouissement;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Denis
Appuyé par Mario Vézina
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE le conseil de la municipalité de Deschambault-Grondines approuve le règlement d'emprunt N°13-2009 au montant de 3 340 000 \$ adopté par la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf le 16 juillet 2009.

296-08-09

2.11 Érosion rivière La Chevrotière

c.c. 132

ATTENDU QUE les crues des eaux en 2003 de même qu'en 2005 ont causé des problèmes d'érosion importants à la rivière La Chevrotière et ceux-ci continuent de s'accroître malgré des travaux réalisés en 2006 afin de consolider les berges;

ATTENDU QUE le coordonnateur régional de la gestion des cours d'eau ainsi que l'inspecteur municipal recommandent des travaux à brève échéance afin de freiner l'érosion des berges;

ATTENDU QUE ces travaux nécessitent l'obtention d'un certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, et par conséquent, la préparation de plans scellés par un ingénieur; (les travaux sont estimés entre 55 000 \$ et 70 000 \$ par le coordonnateur);

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mario Vézina
Appuyé par Denise Matte
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil demande à BPR inc. d'évaluer les coûts d'une étude d'avant projet et de produire un estimé des coûts.

297-08-09

2.12 Autorisation de signature d'une entente relative à la gestion des travaux dans une partie du cours d'eau Gignac

ATTENDU QUE le cours d'eau Gignac est sous la compétence de la MRC de Portneuf;

ATTENDU QUE le conseil a adopté la résolution 184-05-09 – Nettoyage du cours d'eau Gignac – par laquelle il recommande l'exécution des travaux de nettoyage dans une partie du cours d'eau Gignac;

ATTENDU QU'une entente doit intervenir avec la MRC de Portneuf pour confier à la municipalité de Deschambault-Grondines la responsabilité de la gestion des travaux d'entretien;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par André Mayrand
Appuyé par Christian Denis
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil autorise le maire et la directrice générale et secrétaire-trésorière, ou leur substitut, à signer avec la MRC de Portneuf pour et au nom de la municipalité l'entente relative à la gestion des travaux dans une partie du cours d'eau Gignac.

298-08-09

2.13 Présentation d'une demande d'aide financière visant le prolongement du réseau municipal de distribution d'eau potable – Mandat ingénieurs

ATTENDU QUE la municipalité, par le biais d'un mandat donné à Dessau inc., est prête à présenter une demande d'aide financière relativement au projet de prolongement du réseau d'eau potable dans le secteur de Grondines;

ATTENDU QUE cette demande d'aide est présentée dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada – Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Denis
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil autorise la présentation d'une demande d'aide financière dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada – Québec et mandate à cette fin Dessau inc. d'agir à titre de mandataire;

QUE cette demande réfère au rapport d'accompagnement préparé par Dessau inc. Juin 2009;

QUE ce conseil confirme l'engagement de la municipalité à payer sa part des coûts admissibles et d'exploitation continue du projet.

299-08-09

2.14 Adoption du règlement N°98-09 modifiant le règlement N°29-91 (et ses amendements) afin d'y ajouter un tarif pour les demandes d'élevage porcin

ATTENDU QUE le projet de loi 54, entré en vigueur le 1^{er} novembre 2004, a modifié la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin d'obliger la tenue d'une consultation publique relativement à certains projets d'élevage porcin;

ATTENDU QUE la tenue d'une telle séance publique et l'analyse des projets d'élevage porcin soumis sont susceptibles d'engendrer des frais pour la municipalité, qui sont supérieurs à l'analyse de tout autre projet nécessitant la délivrance d'un permis de construction;

ATTENDU QUE la Loi sur la fiscalité municipale a également été modifiée pour permettre à une municipalité d'imposer un tarif lorsqu'elle doit étudier une demande et qu'elle doit y répondre;

ATTENDU QUE l'article 119 (6) permet à la municipalité d'établir un tarif d'honoraires pour la délivrance des permis et des certificats suivant le type de construction ou d'usage projeté;

ATTENDU QUE le conseil juge opportun de se prévaloir d'un tel mode de tarification et d'intégrer des modalités particulières à cet effet à l'intérieur du règlement N°29-91 et ses amendements, ayant pour objet de déterminer les permis et certificats nécessaires en vertu des règlements d'urbanisme, de fixer des conditions relatives à leur émission ainsi que des tarifs d'honoraires applicables;

ATTENDU QU'avis de présentation du présent règlement a été donné lors d'une séance antérieure, soit la séance tenue le 13 juillet 2009;

ATTENDU QUE le présent règlement ne contient aucune disposition susceptible d'approbation référendaire;

ATTENDU QU'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

ATTENDU QUE monsieur Gaston Arcand mentionne que ce règlement a pour objet d'ajouter une tarification pour les demandes d'élevage porcin en précisant les tarifs;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Denise Matte
Appuyé par Christian Denis
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE le règlement N°98-09 est adopté et qu'il est décrété ce qui suit :

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

ARTICLE 2 TARIFICATION DES PERMIS D'ÉLEVAGE PORCIN

Le chapitre VII du règlement N°29-91 est modifié par l'ajout des paragraphes suivants :

"7.3" TARIF DES DEMANDES D'ÉLEVAGE PORCIN

Permis de construction relatif à un projet d'élevage porcin

Afin de couvrir les frais inhérents à l'analyse d'un projet d'élevage porcin et aux diverses obligations requises par la loi à cet effet, toute demande de permis de construction relative à la réalisation d'un projet d'élevage porcin ou à l'agrandissement d'un tel élevage est assujettie à l'une ou l'autre des modalités suivantes :

1° Projet ne nécessitant aucune séance publique suivant l'article 165.4.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

Dans le cas d'un projet ne nécessitant aucune séance publique de consultation, le tarif est établi à 1000\$.

2° Projet nécessitant une séance publique de consultation

Dans le cas d'un projet d'élevage porcin requérant une séance publique de consultation en vertu de la loi, le tarif est établi en tenant compte des déboursés réels encourus par la municipalité pour la réalisation des diverses étapes, tâches et services requis à cette fin (publication d'avis, location de matériel ou de salle, services professionnels, etc.).

Lorsque la consultation publique a été déléguée à la MRC de Portneuf conformément à l'article 165.4.11 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, la tarification alors applicable est établie selon les frais tarifés par la MRC de Portneuf à la municipalité.

Un montant en garantie de 5000\$ doit être versé par le requérant du permis de construction lors du dépôt de la demande afin de couvrir les dépenses à encourir par la municipalité. Dans les 60 jours suivant l'émission du permis de construction, la municipalité produira au requérant un état détaillé des dépenses mentionnées aux paragraphes précédents et tout montant excédentaire ou déficitaire, selon le cas, sera soit remboursé ou facturé au requérant du permis de construction.

ARTICLE 3 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entrera en vigueur selon des dispositions de la loi.

ADOPTÉ À DESCHAMBAULT-GRONDINES, CE 10^E JOUR DU MOIS D'AOÛT 2009.

300-08-09

2.15.1 Choix du soumissionnaire – Travaux de construction des infrastructures – Phase I, développement Montambault

ATTENDU QUE, suivant la résolution 236-06-09 adoptée le 8 juin 2009, la municipalité a publié un appel d'offres pour des travaux de construction d'infrastructures de la phase I, développement Montambault;

ATTENDU QUE la municipalité a procédé à l'ouverture des soumissions le 22 juillet dernier et que BPR inc. recommande d'octroyer le contrat à Construction & Pavage Portneuf inc., plus bas soumissionnaire conforme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Denis
Appuyé par Mario Vézina
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil retient les services de Construction & Pavage Portneuf inc. pour effectuer les travaux de construction des infrastructures de la phase I, développement Montambault, et ce, au montant de 493 344,06 \$ taxes incluses (montant basé sur les quantités estimées au bordereau de soumission).

2.15.2 Coût des terrains – Phase I, développement Montambault

Ce point est reporté à une séance ultérieure.

301-08-09

2.15.3 Approbation du plan de subdivision – Développement Montambault

ATTENDU QUE les membres du conseil ont pris connaissance du plan de subdivision déposé par Éric Lortie arpenteur-géomètre;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mario Vézina
Appuyé par Denise Matte
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil approuve le plan projet de subdivision proposé par Éric Lortie arpenteur-géomètre, dossier 08-9474-33-30.

2.15.4 Transport pour la construction des infrastructures – Développement Montambault

Dans le cadre des travaux pour la construction des infrastructures dans le développement Montambault, il doit y avoir du transport de matériel. Celui-ci est dans un premier temps assumé par l'entrepreneur retenu. S'il ne suffit pas, l'entrepreneur se dirige vers les Transporteurs en vrac, et dans ce cas, la priorité est accordée aux camionneurs de la municipalité.

2.16 Développement Guilbault – Revitalisation environnementale de sols

Ce point est reporté dans l'attente d'une information de la Fédération Canadienne des Municipalités pour un programme d'aide concernant les sols contaminés.

302-08-09

2.17.1 Demande de dérogation mineure au 318 chemin du Roy, lot 3 235 137

ATTENDU QUE le propriétaire du 318 chemin du Roy, lot 3 235 137 du cadastre du Québec, a déposé une demande de dérogation mineure à l'article 7.2.1.2 du règlement de zonage N°30-91 et ses amendements (dont l'article 5 du règlement N°173-98) pour poursuivre la construction d'un bâtiment complémentaire, soit un garage privé isolé avec les dimensions et hauteurs supérieures aux dispositions du règlement :

- A) Une superficie de 119,6 m² soit un excédent de 39,6 m² quant à la superficie maximale autorisée qui est de 80 m² :
- La superficie de la partie avant de la construction est d'environ 80,0 m².
 - La superficie de la partie arrière de la construction est d'environ 39,6 m².
- B)
- Une hauteur de 5,83 mètres pour la partie avant, soit un excédent de 0,83 mètre par rapport à la hauteur maximale autorisée de 5 mètres.
 - Une hauteur de 7,33 mètres pour la partie arrière, soit un excédent de 2,33 mètres par rapport à la hauteur maximale autorisée de 5 mètres.

ATTENDU QUE la demande de dérogation mineure a été publiée le 24 juillet 2009;

ATTENDU QUE le Comité consultatif d'urbanisme recommande au conseil :

- de permettre une dérogation quant à la hauteur de 5,83 mètres pour la partie avant du garage;
- de refuser les autres dérogations;

ATTENDU QUE la parole est donnée à toute personne désirant se faire entendre : aucune intervention;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mario Vézina
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil, suivant la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, accorde une dérogation pour la hauteur du garage qui a façade au chemin du Roy pour porter sa hauteur à 5,83 mètres au lieu de 5 mètres comme le prévoit le règlement;

QUE ce conseil refuse d'accorder une dérogation mineure sur les deux autres éléments de cette construction dérogatoire, soient :

- la superficie du garage au-delà de 80 m²
- une hauteur de 7,33 mètres

QUE ce conseil considère que les dimensions de la construction en cours sont à l'encontre de la réglementation d'urbanisme et que le propriétaire doit se conformer à celle-ci, sauf pour la dérogation accordée quant à la hauteur sur la partie avant de la construction.

303-08-09

2.17.2 Demande d'installation d'une seconde enseigne au 472 chemin du Roy

ATTENDU QU'une demande est déposée pour l'installation d'une enseigne sur poteau au 472 chemin du Roy pour l'exploitation d'un gîte du passant;

ATTENDU QUE la demande respecte les dispositions de la réglementation d'urbanisme, compte tenu que l'espace, propriété de la municipalité, est l'ancienne emprise de route;

ATTENDU QUE le Comité consultatif d'urbanisme recommande d'autoriser cette demande;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mario Vézina
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil, suivant la recommandation du Comité consultatif d'urbanisme, accepte le projet d'enseigne tel que présenté et autorise l'inspectrice à délivrer le permis demandé.

304-08-09

2.18 Cours offerts par la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEQ)

c.c. 132

ATTENDU QUE la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec (COMBEQ) offre les cours suivants à l'intention des officiers municipaux responsables de l'émission des permis;

- Permis... pas permis... – à Québec le 25 novembre au montant de 235 \$
- Savoir composer avec les situations et les clientèles difficiles – à Québec le 30 septembre au montant de 235 \$

ATTENDU QUE Mme Julie Vallée est intéressée à s'inscrire à ces formations;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Denise Matte
Appuyé par Christian Denis
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil autorise une dépense et le paiement d'une somme de 470 \$ taxes exclues, pour la participation de Mme Julie Vallée à ces formations;

QUE ce conseil autorise le remboursement des frais de déplacement après présentation des pièces justificatives.

305-08-09

**2.19 Suivi à la résolution 276-07-09 – Quai de Deschambault –
Demande d’installation de bancs et de poubelles**

c.c. 132

ATTENDU QUE le 13 juillet dernier, le conseil a statué par sa résolution 276-07-09 sur une demande d’installation de bancs et de poubelles sur le quai de Deschambault;

CONSIDÉRANT QU’à la suite des informations obtenues dans ce dossier notamment que les résidants du secteur souhaitent l’installation de telles infrastructures et ne craignent pas l’accroissement de l’achalandage dans ce secteur, une nouvelle analyse de la demande a été faite;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mario Vézina
Appuyé par Christian Denis
Et adopté à l’unanimité des conseillers

QUE ce conseil amende sa résolution 276-07-09 et autorise l’achat et l’installation de 3 poubelles et de 3 bancs;

QUE ce conseil mandate l’inspecteur de procéder à l’achat du mobilier.

306-08-09

**2.20.1 Animateurs/animateuses des centres de loisirs, saison automne-
hiver 2009-2010**

c.c. 132

Proposé par Mario Vézina
Appuyé par Denise Matte
Et adopté à l’unanimité des conseillers

QUE ce conseil renouvelle le contrat des surveillants-animateurs suivants :

- Mmes Sylvie Rivard, Sonia Tessier et Frances Goguen : animatrices /responsables à temps partiel au Centre des Roches et à l’édifice J.-A.-Côté (maximum 40 heures/semaine), pour une période à déterminer par la responsable des loisirs;

La gestion des heures incombant à la responsable des loisirs;

QUE par la présente résolution, ce conseil autorise Mme Céline Castonguay à signer pour et au nom de la municipalité les contrats à intervenir avec ces contractuelles;

QUE ces animatrices sont rémunérées au taux indiqué à l’annexe de cette résolution.

307-08-09

2.20.2 Surveillants animateurs – Ateliers jeunesse

c.c. 132

ATTENDU QUE la responsable en loisirs recommande la publication d’un appel d’offres de services pour la surveillance et l’animation des ateliers jeunesse, la personne en place n’ayant pas confirmé sa disponibilité;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mario Vézina
Appuyé par André Mayrand
Et adopté à l’unanimité des conseillers

QUE ce conseil autorise la reconduction des ateliers jeunesse à raison de 2 heures, 2 fois/semaine à l’édifice J.-A.-Côté et 1 fois/semaine au Centre des Roches;

QUE ce conseil autorise la responsable en loisirs à entreprendre les procédures pour recruter le personnel requis, notamment par la publication d'un appel d'offres de services.

308-08-09

2.20.3 Engagement des fournisseurs de services pour la mise en forme et l'entretien des surfaces des patinoires, saison hiver 2009-2010

c.c. 132

Proposé par Mario Vézina
Appuyé par Denise Matte
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil, suivant la recommandation de la responsable des loisirs, retient :

- Les services de Guy Gignac pour l'entretien de la patinoire près de l'édifice J.-A.-Côté;
- Les services de Stéphane Pagé pour l'entretien de la patinoire près du Centre des Roches;

QUE par la présente résolution, ce conseil autorise Mme Céline Castonguay à signer pour et au nom de la municipalité les contrats de services à intervenir avec ces fournisseurs;

QUE ces fournisseurs sont payés au taux de 12 \$/heure.

2.20.4 Formation Mutuelle des Municipalités du Québec

Ce point est annulé.

309-08-09

2.21 Tournoi de golf – Club Lions et municipalité de Deschambault-Grondines – Participation et commandite de la municipalité

c.c. 132

ATTENDU QUE la municipalité de Deschambault-Grondines et le Club Lions de Deschambault-Grondines tiennent un tournoi de golf commun le 19 septembre prochain au Club de golf des Pins de St-Alban;

ATTENDU QUE le coût d'inscription – golf, voiturettes et souper – est de 125 \$, golf et voiturette 80 \$, et souper seulement 45 \$;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Denis
Appuyé par Mario Vézina
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE ce conseil autorise une dépense et le paiement des inscriptions pour les élus intéressés à y participer, de même qu'une commandite de 300 \$ à même le budget du parc industriel.

3.1 Vandalisme

Différents actes sont commis et les dénonciations sont faites auprès de la Sûreté du Québec. L'œuvre d'une artiste invitée à se produire à Deschambault-Grondines a d'ailleurs été endommagée dans la nuit de vendredi à samedi.

Compte tenu de ces agissements qui ne cessent, il est proposé qu'une lettre signée conjointement avec la Sûreté du Québec doit être adressée à la population pour la sensibiliser et l'inviter à collaborer par la divulgation de ces actes et à noter des renseignements utiles aux enquêtes, tels que les numéros de plaques.

3.2 Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf

M. Gaétan Garneau étant absent, un compte rendu sera produit à la prochaine séance.

3.3 Rappel – Séance du conseil d’octobre devancée au jeudi 1^{er} octobre 20 heures, au Centre des Roches

Le maire rappelle aux personnes présentes que, suivant la Loi électorale, la séance du mois d’octobre aura lieu le jeudi 1^{er} octobre 2009, à 20 heures, au Centre des Roches.

4. Affaires nouvelles

4.1 Projet d’aménagement de l’accès au fleuve halte routière

Ce point est reporté à la prochaine séance.

4.2 Moulin banal

La toiture du Moulin banal a été endommagée par la foudre. Des démarches sont entreprises avec les assureurs et par la suite avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Également, l’inspecteur municipal est à la recherche d’une personne qualifiée pour réparer ce bris.

4.3 Calvaire Naud

Un projet d’entente a été soumis au propriétaire du Calvaire Naud. La municipalité est dans l’attente de ses commentaires.

5. Période de questions

Le conseil procède à la période de questions.

310-08-09

6. Levée de la séance

Proposé par André Mayrand
Appuyé par Mario Vézina
Et adopté à l’unanimité des conseillers

QUE la présente séance est levée à 20 heures 52 minutes.

Claire St-Arnaud,
Directrice générale et
Secrétaire-trésorière

Gaston Arcand,
Maire